

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUEHNE+NAGEL

Parc d'activité du nid de grives
ZAC des Hauts Ferrières
77164 Ferrières-En-Brie

Références : 154
Code AIOT : 0005104189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté ZAC des Etomelles 02200 Villeneuve-Saint-Germain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE+NAGEL
- ZAC des Etomelles 02200 Villeneuve-Saint-Germain
- Code AIOT : 0005104189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La visite concerne l'activité de stockage dont la cellule liquide inflammable pour répondre à l'action régionale relative à la stratégie de défense incendie pour des stockages de liquides inflammables dans un entrepôt.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 1-4	Sans objet
2	Situation administrative liquide inflammable	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	Sans objet
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III	Sans objet
4	Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 9	Sans objet
5	Extinction Automatique Incendie (1/2)	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II	Sans objet
6	Extinction Automatique Incendie (2/2)	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II	Sans objet
7	Stratégie de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1.II	Sans objet
8	Propagation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.III	Sans objet
9	Situation administrative au titre des ICPE	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024	Sans objet
10	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
11	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
12	État des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)		
13	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 (point 1)	Sans objet
14	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 (point 2)	Sans objet
15	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 (point 2)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le respect des prescriptions concernant la cellule LI. La vérification de l'état des stocks et les prescriptions de l'action nationale en mars 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Cellules LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers</p>

pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Depuis le mois de juin 2024 le groupe a mis en place un logiciel national pour gérer les stocks. Chaque jour à 9H00 un état est transmis au gardien et imprimé.

L'état des stocks se présente sous trois formes :

- Plan général des zones de stockage dans lequel on identifie les tonnages pour chacune des rubriques de classement. Ce plan intègre également les quantités sur les zones de quai (expédition ou réception) pour chacune des rubriques autorisées.
- Liste des volumes et tonnage pour chaque zone par rubrique.
- Une synthèse ICPE dans lequel on identifie les tonnages par rubrique de classement à l'échelle du site.

L'exploitant en parallèle de cet outil national, s'assure de ne pas dépasser les 877 tonnes de produits inflammables dans la cellule B (rubriques 1436, 1450, 4330, 4331, 4755).

Le logiciel permet d'accéder aux fiches de données de sécurité des produits stockés. Elles sont fournies par le client avant l'arrivée du produit sur site. Les données sont saisies sous le logiciel et les produits sont associés aux rubriques de classement.

L'inventaire physique est réalisé une fois par an avec les clients. Il existe également un inventaire journalier par les gestionnaires de stock en tournant ainsi qu'une vérification informatique de la gestion des cellules.

Les écarts d'inventaires peuvent être dus à une casse produit qui n'est pas sortie des stocks ou un exemplaire d'un produit qui n'a pas été expédié au sein d'un lot. Dans ces cas un redressement d'inventaire est effectué lors des vérifications.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative liquide inflammable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :

I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiés combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.

III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3.

Pour les liquides et solides liquéfiés combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.

IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021.

Les autres installations sont considérées comme existantes.

Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.

L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles.

Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.

V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.

Constats :

L'article 7 de l'arrêté complémentaire du 22 novembre 2024 précise les prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 pour la cellule B. Il s'agit des annexes III et V.

La quantité autorisée est de 877 tonnes de liquides et solides inflammables dans la cellule B (cellule liquides inflammables).

L'annexe V prévoit trois options dont l'une doit être mise en œuvre au 1er janvier 2026.

Option A : fortes dispositions constructives mais dispositif allégé sur les rétentions avec un système d'extinction automatique.

Option B : fortes dispositions constructives, fortes exigences sur les rétentions mais système d'extinction automatique non requis et dispositif pour éviter persistance d'une nappe enflammée.

Option C : pas de dispositions constructives mais fortes exigences sur les rétentions avec système d'extinction automatique.

L'annexe III prévoit notamment des dispositions applicables au 1er janvier 2026, renvoi à l'annexe V, précise les prescriptions non applicables pour les sites existants.

L'exploitant étudie la faisabilité avec le propriétaire de repositionner les DENFC de la cellule liquide inflammable afin de respecter les 7 mètres vis à vis du mur coupe-feu imposée dans les options A et B.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser les solutions pour être conforme aux dispositions applicables à la cellule liquide inflammable au 1^{er} janvier 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des LI

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,
- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. [...]

Constats :

L'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 précise que les prescriptions de cet article sont applicables au 1^{er} janvier 2026.

Le mode de stockage de la cellule B est en palettier avec un système d'extinction automatique.

Dans l'attente de la mise à jour du certificat (visite CNPP 8 août 2024) la hauteur des liquides inflammables est de 5 mètres bien que les travaux ont été réalisés pour stocker sur trois niveaux (hauteur de 6,18 mètres pour une hauteur réglementaire de 7,20 mètres). Le volume unitaire maximale est de 25 litres.

Le sprinklage nécessite un espace de 0,92 mètres, l'exploitant s'interdit de stocker des palettes sur le dernier niveau ayant une hauteur qui ne permet pas de respecter la distance de 1 mètre vis à vis des parois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles H224/H225

Prescription contrôlée :

[...]

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

<p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume maximal est de 25 litres pour tous les produits stockés. Aucune fiche de donnée de sécurité des produits ne comporte la mention de dangers H225.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Extinction Automatique Incendie (1/2)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique (conception)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt a été construit en 2002 pour les cellules B à G puis s'est vu agrandi des deux cellules A et H en 2016. L'ensemble est exploité conformément à l'arrêté préfectoral initial de 2011 et aux arrêtés complémentaires de 2018, 2020 et 2022 encadrant l'activité du site. Le bâtiment principal présente une structure comprenant une charpente en béton armé, constituée de poutres et de poteaux, stables au feu 2 heures.</p> <p>Toutes les cellules de stockage sont équipées d'un système sprinkler faisant office de détection</p>

<p>incendie ; celui-ci chemine systématiquement sous toiture mais également entre les différents niveaux des racks hormis dans le cas de la cellule H. Il respecte les normes APSAD au sein des cellules B à G et NFPA pour les cellules A et H plus récentes.</p> <p>La cellule B, dédiée au stockage de liquides inflammables, dispose d'une rétention déportée de 820 m3. Le sprinklage et les RIA y sont additivés à l'émulseur A3F (Agent Formant Film Flottant) 3% depuis une réserve commune avec la cellule C.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Extinction Automatique Incendie (2/2)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique (Moyens associés et maintenance)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prestataire a effectué les travaux, en 2024, pour augmenter la hauteur de stockage des liquides inflammables. Il est dans l'attente du certificat N1 suite aux travaux de lever de réserve auprès du CNPP. Dans l'attente, le certificat N1 en date du 30 mars 2022 reste en vigueur. L'exploitant dispose d'une attestation de validité de ce certificat pour le stockage d'alcool de bouche.</p> <p>L'émulseur est associé à la cellule B et une partie de la cellule C (poste 5 et 6) réseaux 1,2,3,4,5,6</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stratégie de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1.II</p>

Thème(s) : Risques accidentels, SDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>La défense incendie est assurée par la formation de l'ensemble du personnel lors d'exercices (usage des RIA par l'ensemble du personnel, simulation d'accident, évacuation). Lors de la formation des agents, le message qui est passé est : alerter, tenter d'éteindre ou évacuer. La minute sécurité aborde la thématique encombrement des issues et utilisation des moyens de défense incendie et protection incendie.</p> <p>L'efficacité de l'émulseur est contrôlée tous les 3 ans au niveau du poste sur les raccords dédiés au test.</p> <p>L'émulseur a été remplacé en intégralité le 28 juillet 2021 (2900 litres).</p> <p>Chaque mercredi, l'exploitant vérifie le démarrage des moteurs associés à la défense incendie. La vérification des postes d'alimentation des antennes du sprinklage est effectué par un prestataire. Une révision du groupe motopompe est effectué une fois par an par un prestataire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propagation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.III
Thème(s) : Risques accidentels, Propagation d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article IV-5 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie : - en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ; - une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité</p>

réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers et sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - dans le cas d'une présence permanente sur site, telle que prévue à l'article IV-5 du présent arrêté, le délai mentionné dans l'alinéa précédent est réduit à quinze minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.

Constats :

La propagation d'un incendie d'une cellule à une autre a été étudié dans le cadre du porter à connaissance pour stocker des alcools de bouche sur le site. Les effets des situations suivantes ont été évalués :

- incendie généralisé des cellules C, D et E.
- incendie généralisé des cellules B, C et D.

Les cellules sont équipées d'un système d'extinction automatique et de RIA permettant d'attaquer un départ d'incendie en moins de 15 minutes par le personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2024

Thème(s) : Situation administrative, 1. ICPE – Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Liste des activités autorisées (chiffres non publiés / confidentiels):

Autorisation

4510: cellules D et E,

4320-1: cellules A et C

4511-1: cellules D et E

4755-2: cellules B D E cellule B TAV > 60°C 236 t cellules D et ETAV < 60°C E 34 t / D 2090 t

1450-1 cellule B

4001

Enregistrement

1510-2b: sites

4331-2 cellule B

Déclaration

1436-2, cellule B

2925-1 200 kW

2910-A2 1,8 MW

<p>4330-2 cellule B 4441-2 cellule F</p> <p>Les volumes et tonnages sous la rubrique 1510-2b intègre la rubrique 1532, la rubrique 1530 (8750 m³ papiers cartons ou matériaux combustibles analogues) ainsi que la rubrique 2663 (1600 m³ de pneumatiques dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères suite au reclassement des activités (le double classement avec la rubrique 1510 est supprimé pour les rubriques 1530, 1532, 2662, 2663 suite au décret 2020-1169 du 24/09/2020). Ce changement a été acté par courrier le 1 février 2023.</p> <p>Pour la cellule B le cumul des tonnages associés aux rubriques 4755-2 / 1450-1 / 4331-2 / 1436-2 / 4330-2 ne doit pas dépasser 877 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document de synthèse des stocks ICPE est en deux parties. La première partie fait le calcul global, la deuxième partie permet de localiser les stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les stocks sont conformes à la situation administrative. Le seuil mentionné pour la rubrique 4331 est à corriger (877 au lieu de 990 tonnes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : État des matières stockées – Généralités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matières combustibles sont référencées dans l'état des stocks présenté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les</p>

matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : Voir point de contrôle n°1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Voir point de contrôle N°1
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 (point 1)
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : L'article 50 ne s'applique pas au site car il ne relève pas de l'une des rubriques mentionnées. Néanmoins, l'exploitant dispose de l'état des stocks sous les formes attendues en application de l'article 1.4 état des matières stockées de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Etat des matières stockées - information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 (point 2)
Thème(s) : Risques accidentels, 4. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'article 50 ne s'applique pas au site car il ne relève pas de l'une des rubriques mentionnées. Néanmoins, l'exploitant dispose de l'état des stocks sous les formes attendues en application de l'article 1.4 état des matières stockées de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 notamment pour l'information de la population.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 (point 2)
Thème(s) : Risques accidentels, 5. Mise à jour de l'état des stocks et disponibilité
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

Constats :

L'article 50 ne s'applique pas au site car il ne relève pas de l'une des rubriques mentionnées. Néanmoins, l'exploitant dispose de l'état des stocks sous les formes attendues en application de l'article 1.4 état des matières stockées de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (voir point de contrôle N°1 pour les inventaires).

Type de suites proposées : Sans suite